



Les indicateurs du document stratégique de bassin maritime des Antilles

Mer & Société
Bilan 2023

Liste des indicateurs

-  Aires marines éducatives (AME)
-  Nombre d'actions de sensibilisation menées auprès du grand public par les organismes publics reconnus intervenant à l'échelle des îles
-  Nombre d'actions citoyennes visant à restaurer les milieux marins mises en œuvre par les AMP
-  Nombre de licenciés en sports nautiques affiliés à une fédération (plongée, voile et yole, gommier, kayak, aviron, surf, kitesurf)
-  Part de l'emploi maritime (ou en lien avec le secteur maritime) dans l'emploi global au niveau du bassin
-  Nombre de diplômés pour les formations Diplôme d'État préparant aux métiers de l'encadrement sportif pour les activités nautiques
-  Nombre de passagers des liaisons maritimes inter-îles, en particulier celles inter-États
-  Nombre de liaisons maritimes au sein des Antilles assurées annuellement par les compagnies de transport maritime

Contexte

Les Antilles françaises, entre héritage, sports et préservation

Aux Antilles, la mer est au cœur d'un riche patrimoine, transmis de génération en génération. La pêche traditionnelle avec les yoles en Martinique et les Saintoises en Guadeloupe, ainsi que des pratiques ancestrales comme le « bwa flo », témoignent de cette histoire maritime.

Aujourd'hui, la culture de la mer se renforce à travers la pratique des sports nautiques modernes (voile, surf, plongée, etc.) et l'organisation d'événements maritimes, tels que la Route du Rhum. Par ailleurs, diverses initiatives éducatives et de sensibilisation, portées par des organismes publics et associatifs, contribuent à la connaissance et à la préservation de l'environnement marin.

Le développement des classes de mer et des aires marines éducatives permet aux jeunes générations de mieux comprendre cet écosystème unique. L'écotourisme joue également un rôle clé en rapprochant la population de son environnement maritime. Enfin, les nombreuses manifestations locales témoignent d'un engouement croissant pour la valorisation de ce patrimoine naturel et culturel.



© Bruno Garel - OFB

Les objectifs du DSB

Pour répondre à ce contexte, le DSB s'est fixé les objectifs stratégiques (OS) suivants : Développer une conscience environnementale marine chez les plus jeunes (OS 4.1); Ancrer cette sensibilité environnementale dans l'ensemble de la population (OS 4.2); Restaurer les habitats marins via des projets citoyens et scolaires (OS 4.3); Développer les pratiques sportives pour le plus grand nombre (OS 4.5); Renforcer le poids de l'économie bleue dans l'économie du bassin (OS 4.8); Employer les populations locales pour exercer les métiers de la mer (OS 4.9); Affirmer le rôle de la mer comme colonne vertébrale du bassin Antilles (OS 4.11).



© Coral restoration St- Barth



Aires marines éducatives (AME)



OBJET

L'indicateur comptabilise le nombre d'aires marines éducatives (AME). Nées en 2012 aux Marquises, les aires marines éducatives (AME) permettent à des élèves et leur enseignant de gérer de manière participative une zone maritime littorale de petite taille. Cette démarche pédagogique et écocitoyenne a pour but de sensibiliser le jeune public à la protection du milieu marin mais également de découvrir ses acteurs.



© Parc National de la Guadeloupe



LIEN AVEC LA STRATÉGIE NATIONALE MER ET LITTORAL 2024 - 2030

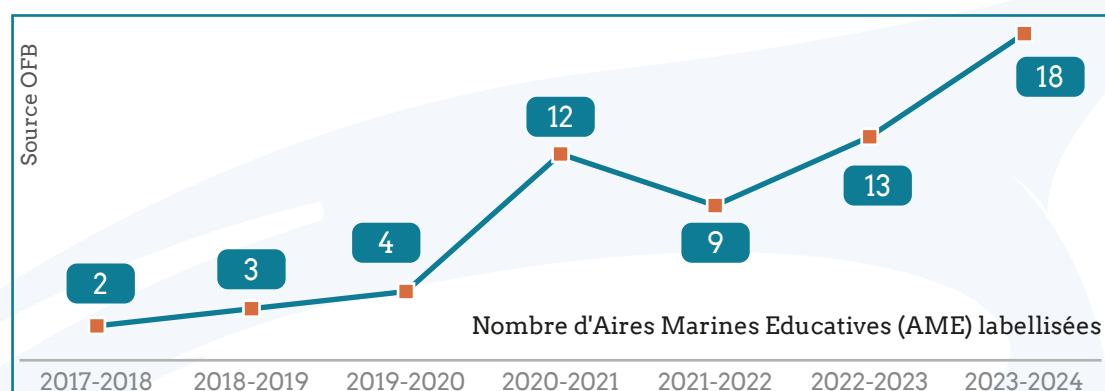
Objectif 2 de la SNML 2030 - Atteindre le bon état écologique et restaurer la biodiversité marine et littorale avec des outils adaptés, accompagné de la mesure « Favoriser les comportements et les pratiques respectueuses des milieux et des habitats, et leur restauration » et notamment « Sensibiliser et mobiliser le public aux enjeux de protection de l'environnement marin, en particulier l'éducation du jeune public au travers du dispositif des aires marines éducatives ».

Le dispositif des aires éducatives est inscrit dans la Stratégie Nationale Biodiversité (SNB) adoptée en novembre 2023, assorti d'un objectif de déploiement également inscrit dans le plan d'action ministériel « L'École, premier lieu de l'engagement pour la transition écologique » publié le 23 juin 2023 par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.



RÉSULTATS 2023 : AUGMENTATION DU NOMBRE D'AME

Le nombre d'AME se multiplie. Les premières sont apparues en 2017 et on compte désormais 18 AME labellisées au niveau du Bassin en 2023, et également 18 AME non-labellisées, présentes dans toutes les îles du Bassin.



Les Aires Éducatives sont animées au niveau national par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) en partenariat avec les Ministères de la Transition Écologique et Solidaire, des Outre-Mer et de l'Éducation Nationale. À noter que les AME non-labellisées sont parfaitement en phase avec l'objet de l'indicateur.

Cette dynamique à l'augmentation est continue depuis les débuts du dispositif. Ces résultats sont extrêmement encourageants et s'accompagneront probablement d'effets positifs sur la sensibilisation à la mer à moyen et long terme.



Nombre d'actions de sensibilisation menées auprès du grand public par les organismes publics reconnus intervenant à l'échelle des îles



OBJET

L'indicateur mesure l'engagement des organismes publics dans la sensibilisation du grand public aux enjeux environnementaux insulaires, en suivant l'évolution des actions menées pour adapter les stratégies d'information et renforcer la prise de conscience sur la gestion durable des ressources marines et côtières. Cette démarche a pour but de sensibiliser l'ensemble de la population à l'environnement.



LIEN AVEC LA STRATÉGIE NATIONALE MER ET LITTORAL 2024 - 2030

Objectif 4 - Assurer la protection de la zone littorale grâce à une action coordonnée entre bassins versants et façades maritimes pour assurer une eau de qualité et réduire les pressions de la terre vers la mer en « Sensibilisant les citoyens aux enjeux de la gestion de l'eau en zone littorale et bassin versant ».

Objectif 6 - Bien vivre sur le littoral et recomposer le modèle d'attractivité des littoraux avec comme mesure « La sensibilisation des usagers et à la diffusion des bonnes pratiques respectueuses de l'environnement ».

Objectif 8 - Soutenir l'effort de recherche et de connaissances au service des politiques publiques maritimes et des Territoires en « Promouvant la sensibilisation, l'éducation et l'implication du public dans la connaissance des enjeux maritimes ».



Nombre d'actions de sensibilisation / d'heures de sensibilisation. Gestionnaires d'aires marines protégées



RÉSULTATS 2023 : PREMIERS CONSTATS

En 2023, un total de 35 actions de sensibilisation ont été réalisées, réparties entre 20 en Martinique et 15 en Guadeloupe. Par ailleurs, 177 heures d'animation ont été consacrées à la sensibilisation du grand public à Saint-Barthélemy, et 385 heures à Saint-Martin.

Ces actions sont principalement coordonnées par divers acteurs qui s'engagent au quotidien dans la sensibilisation et la protection de l'environnement, en particulier au sein des secteurs associatifs (par exemple : ASSO-MER) et institutionnels (par exemple : Sanctuaire AGOA). À noter que l'indicateur renvoie au nombre d'actions/heure de sensibilisation dans les PNM de Martinique/Parc national de la Guadeloupe/RNR/RNN/Sanctuaire AGOA

Un défi majeur réside dans la sensibilisation des acteurs du secteur maritime et des populations riveraines, dont la perception des enjeux environnementaux demeure parfois limitée. L'éducation à l'environnement constitue ainsi un levier stratégique, nécessitant l'intégration de ces thématiques dans les programmes scolaires et la formation des personnels pédagogiques.



Nombre d'actions citoyennes visant à restaurer les milieux marins mises en oeuvre par les AMP



OBJET

L'indicateur quantifie le nombre d'initiatives citoyennes mises en place par les Aires Marines Protégées (AMP) en vue de la restauration des écosystèmes marins. Ces initiatives constituent une véritable prise de conscience, tant auprès des populations locales qu'internationales, de l'importance des écosystèmes marins.



LIEN AVEC LA STRATÉGIE NATIONALE MER ET LITTORAL 2024 - 2030

Objectif 2 - Atteindre le bon état écologique et restaurer la biodiversité marine et littorale avec des outils adaptés avec comme mesure « Le développement d'aires marines éducatives visant à sensibiliser et mobiliser le public aux enjeux de la protection de l'environnement marin, en particulier l'éducation du jeune public ».

Objectif 8 - Soutenir l'effort de recherche et de connaissances au service des politiques publiques maritimes et des Territoires en « Promouvant la sensibilisation, l'éducation et l'implication du public dans la connaissance des enjeux maritimes ».

Objectif 9 - Affirmer les dimensions sociale et durable des activités maritimes et consolider les formations initiales et continues pour répondre à l'évolution des besoins en « Sensibilisation et l'éducation des élèves des écoles, collèges et lycées aux enjeux de la mer, notamment environnementaux, dans le cadre de l'éducation au développement durable, ainsi que les étudiants, les enseignants et les professionnels du secteur maritime aux enjeux de la mixité de genre en termes d'innovation, de créativité et de performances ».



© Coral restoration St- Barth



Nombre d'actions citoyennes -

Sources : Gestionnaires d'aires marines protégées



PERSPECTIVES

L'indicateur ne comptabilise pas les actions de restauration engagées dans les associations. Un portail permettant aux associations d'émarger des jours/heures de restauration des écosystèmes permettrait de centraliser une donnée souvent disparate et de l'intégrer à l'indicateur.



RÉSULTATS 2023 : PREMIERS CONSTATS

Les actions citoyennes de restauration contribuent à renforcer la sensibilisation sur les enjeux de conservation, en mettant en lumière les menaces pesant sur ces milieux, telles que la pollution, la surpêche et les changements climatiques. De plus, elles favorisent l'engagement actif des citoyens dans des actions concrètes de préservation, renforçant ainsi la résilience des écosystèmes marins et la durabilité des ressources naturelles. À noter cependant que les actions de restauration n'ont pas vocation à endiguer la source du problème, qui doit être jugulée en amont de la restauration. À titre d'exemple, le projet Restauration Écologique et Citoyenne au Carbet (RECC) vise à restaurer les habitats de ponte des tortues marines sur le littoral du Carbet en luttant contre l'érosion côtière et en particulier les pressions anthropiques, notamment la pollution lumineuse et les déchets. Il repose sur une approche participative intégrant la revégétalisation, la sensibilisation des citoyens, les sciences participatives et la prise en compte des usages socio-économiques locaux.



Nombre de licenciés en sports nautiques affiliés à une fédération (plongée, voile, canoë-kayak, aviron, surf)



OBJET

L'indicateur comptabilise le nombre de licenciés en sports nautiques affiliés à une fédération. Cette démarche vise à valoriser les activités nautiques et balnéaires, notamment comme vecteurs de découverte et d'appropriation de la mer et de son environnement.

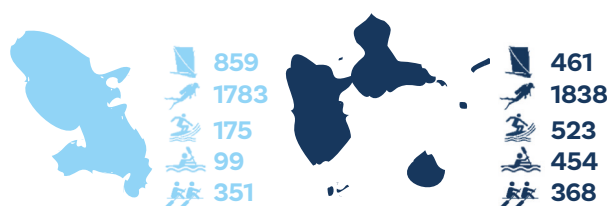


LIEN AVEC LA STRATÉGIE NATIONALE MER ET LITTORAL 2024 - 2030

Objectif 6 - Bien vivre sur le littoral et recomposer le modèle d'attractivité des littoraux en vue « D'améliorer la connaissance des usages des sports nautiques et subaquatiques afin d'identifier plus efficacement les compatibilités entre pratiques, en concertation avec les fédérations sportives délégataires, tout en encourageant des pratiques respectueuses de l'environnement. Cette démarche vise également à favoriser la création d'emplois permanents ».



© Eric Charpentier-Tity

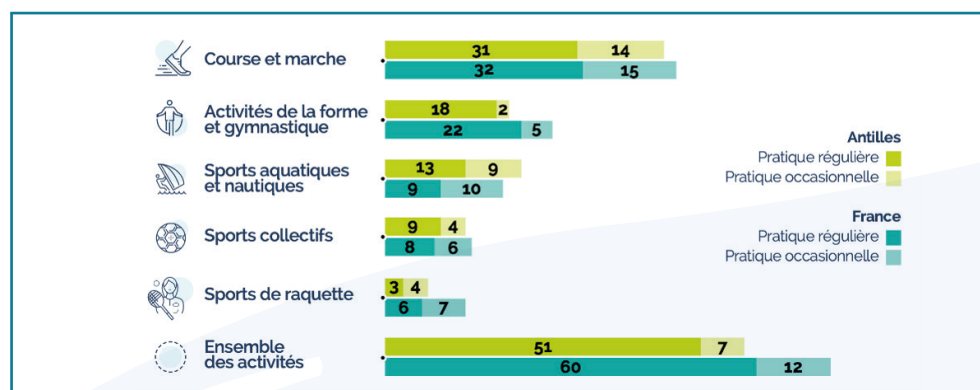


Répartition des activités sportives - Sources : Fédération française de Voile, Fédération Française d'études et de Sports Sous-Marins, Fédération française de Surf, Comité régionale de canoë-kayak de la Martinique - Comité régional Guadeloupe de canoë-kayak, fédération française d'Aviron



PERSPECTIVES

L'indicateur doit être suivi dans le temps, afin de constater une augmentation de la pratique des sports nautiques, souhaitée à l'échelle du bassin. L'appréciation du caractère officiel du sport pratiqué, et l'intégration d'autres disciplines nautiques (par exemple : kite-surf) pourrait permettre d'affiner l'indicateur.



Taux de pratique sportive pour les cinq univers majeurs de la France hexagonale, en %. Source : INJEP, 2024



RÉSULTATS 2023 : PREMIERS CONSTATS

L'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (INJEP) produit annuellement des fiches régionales, destinées à fournir à l'ensemble des acteurs des données territoriales en matière de sport, dans un format condensé et accessible.

Le nombre de licenciés en sports nautiques en 2023 est de 4644 en Guadeloupe et 3267 en Martinique. Les Antilles françaises sont caractérisées par un taux de licences sportives moins important que sur le reste de l'hexagone. Néanmoins, il apparaît que la pratique sportive en club ne reflète pas forcément une réalité, dans la mesure où le taux de pratique sportive nautique est supérieur aux Antilles comparé au reste du territoire métropolitain (source : Injep, 2024).



Part de l'emploi maritime (ou en lien avec le secteur maritime) dans l'emploi global au niveau du bassin



OBJET

L'indicateur mesure la part de l'emploi maritime dans l'économie insulaire des Antilles françaises. Ce suivi vise à optimiser l'orientation de l'emploi pour les années à venir, en prenant en compte les besoins exprimés par les acteurs du secteur et en ajustant, si nécessaire, les référentiels de formation. L'objectif est de garantir une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) adaptée et efficace.



LIEN AVEC LA STRATÉGIE NATIONALE MER ET LITTORAL 2024 - 2030

Objectif 6 - Bien vivre sur le littoral et recomposer le modèle d'attractivité des littoraux en vue de « Dans une perspective de développement d'emplois de qualité pour les travailleurs du littoral, cette approche intègre la prise en compte des conditions de vie, l'instauration d'un dialogue social constructif et la mise en place d'un management transparent et performant. Elle vise également à favoriser l'accès au logement pour les travailleurs des territoires littoraux, renforçant ainsi leur ancrage et leur bien-être ».



© France - Antilles

Objectif 16 - Accompagner dans les Outre-mer le développement de l'économie bleue et valoriser une biodiversité préservée, selon les particularités et les atouts de chacun avec une volonté de « Mettre les populations ultramarines au cœur de leur développement durable afin d'axer le développement de l'économie bleue sur les activités les plus créatrices d'emploi ».

CATÉGORIE	ACTIVITÉ	EMPLOI (ETP)
Activités économiques principales	Activités sportives et de loisirs en mer	506 ETP
	Aquaculture marine	> 20 ETP
	Énergie thermique marine	1 ETP
	Industrie navale	248 ETP
	Pêche professionnelle	> 705 ETP
	Tourisme littoral et maritime	8 600 ETP
	Transport maritime et services portuaires	1116 ETP
Activités support	Administration	> 170 ETP
	Associations de protection de la mer et du littoral	2 ETP
	Activités d'études et de recherche liées au milieu littoral et marin	34 ETP
	Formation et éducation à la mer	30 ETP
	Sécurité et sûreté maritime	> 600 ETP

L'emploi bleu en Martinique, source : ACTeon, Créocéan, SCE, 2016.
Économie bleue en Martinique



PERSPECTIVES

L'indicateur doit être précisé en termes de métriques. Ce type de données demande un travail de recherche de données important, ne permettant pas une mise à jour annuelle de l'indicateur. De plus, l'acquisition future de données pour Saint-Barthélemy et Saint-Martin est essentielle afin d'améliorer la représentativité des analyses.



6,4 %



7,1 %

Part de l'emploi maritime – Sources : INSEE



RÉSULTATS 2023 : UN INDICATEUR À PRÉCISER

Représentant une part significative des économies insulaires, les emplois maritimes en Outre-mer présentent des spécificités nécessitant le développement de formations adaptées.

Le résultat de l'indicateur 2023 est basé sur une étude IEDOM de 2018, précisant un taux de 6,4 % pour l'emploi maritime en Martinique et de 7,1 % pour la Guadeloupe. Ces chiffres sont néanmoins à prendre avec des pincettes, car ce type d'étude dépend fortement des activités prises en compte. En témoigne l'étude sur l'économie bleue en Martinique, présentant 12 % d'emplois liés à l'économie bleue. (ACTeon, Créocé, SCE, 2016. Économie bleue en Martinique).



Nombre de passagers des liaisons maritimes inter-îles, en particulier celles inter-États



OBJET

L'indicateur comptabilise uniquement le nombre de passagers des liaisons maritimes inter-îles, au sein d'une même région ou entre différents États des Antilles. Le dénominateur commun entre les Antilles françaises et leurs voisins caribéens est avant tout la mer qui les relie. Le nombre de passagers inter-îles témoigne donc du développement, de la coopération à l'échelle des Antilles.



LIEN AVEC LA STRATÉGIE NATIONALE MER ET LITTORAL 2024 - 2030

Objectif 9 - Affirmer les dimensions sociale et durable des activités maritimes et consolider les formations initiales et continues pour répondre à l'évolution des besoins afin de « Promouvoir l'attractivité de la France dans le secteur des transports et services maritimes, tout en orientant de manière stratégique l'emploi pour les années à venir ».

Objectif 10 - Lutter contre le dumping social dans une volonté de « Créer ou maintenir des conditions saines de concurrence dans le transport maritime ».

Objectif 12 - Accélérer la contribution des ports à la décarbonation de l'économie et des transports, promouvoir leur performance environnementale et garantir leur résilience face au changement climatique et leurs activités au service des territoires afin de « Faire des ports des catalyseurs de la décarbonation de l'économie, tout en étant au service des territoires ».



© Nouvelles semaine

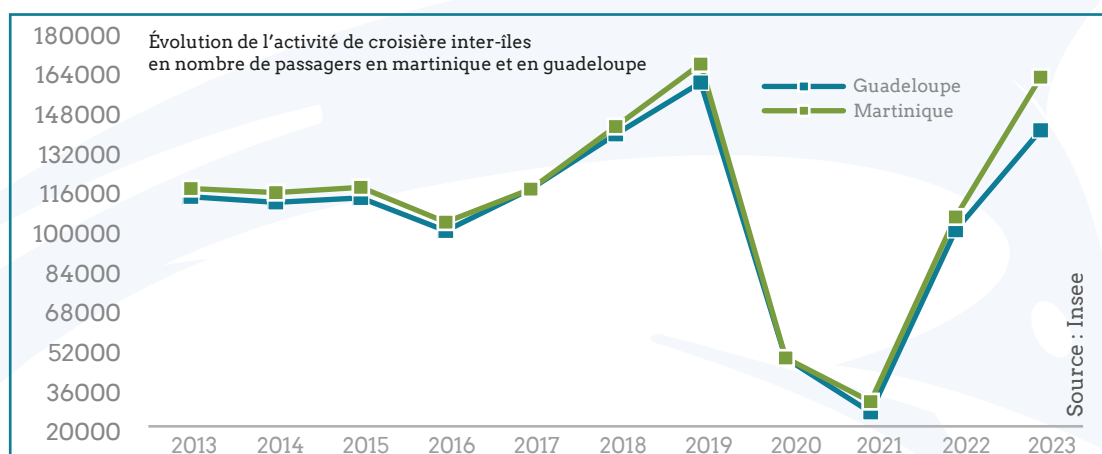


160870



139435

Nombre de passagers en Martinique et en Guadeloupe – sources : INSEE



RÉSULTATS 2023

Après deux années difficiles liées à la crise sanitaire, le trafic de passagers a redémarré pour atteindre des scores équivalents à l'avant COVID (INSEE).



Nombre de liaisons maritimes au sein des Antilles assurées annuellement par les compagnies de transport maritime



OBJET

L'indicateur mesure le nombre annuel de liaisons maritimes effectuées au sein des Antilles par les compagnies de transport maritime.



RÉSULTATS 2023 : PREMIER CONSTAT

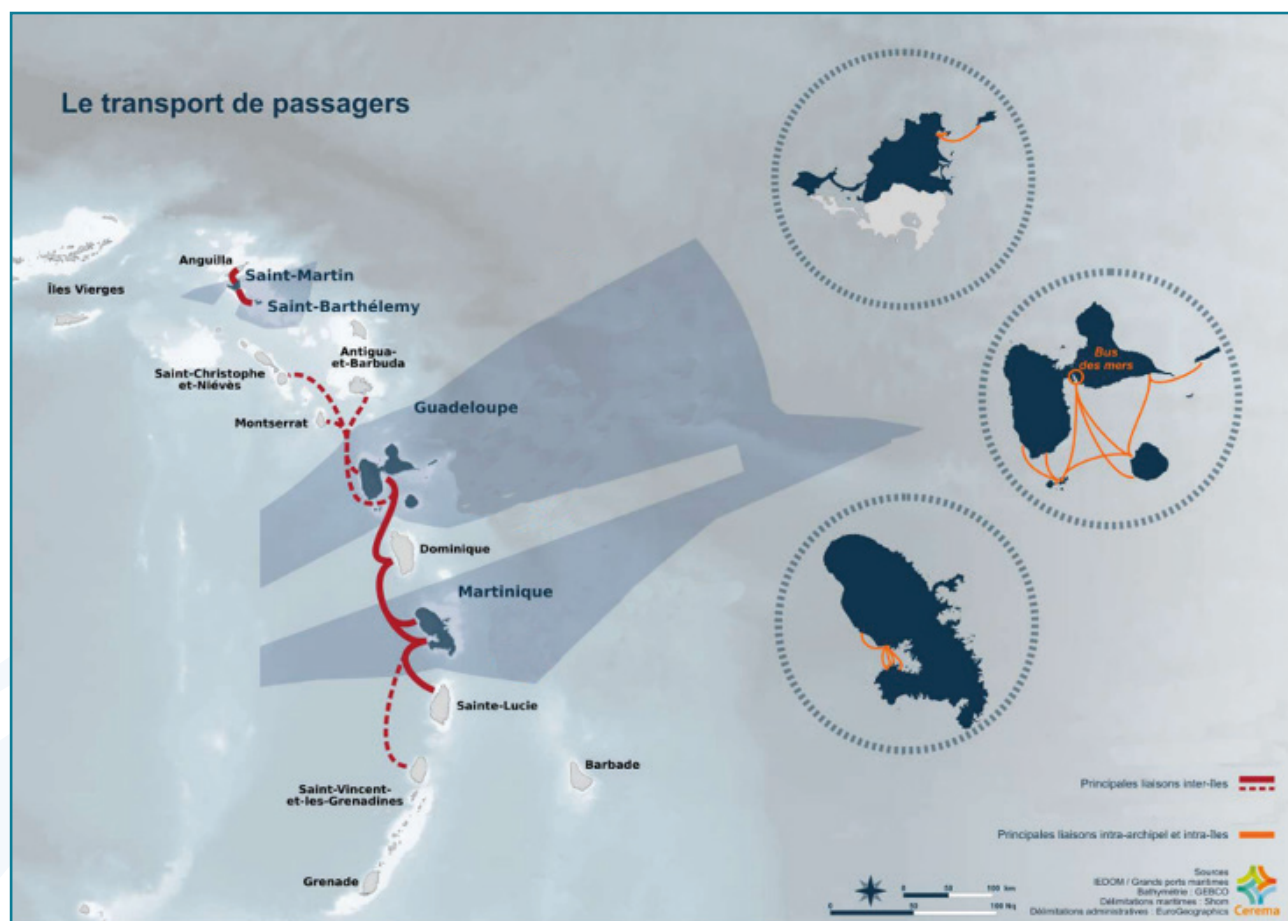
Le bassin Antilles est composé exclusivement de territoires insulaires, dépendants des flux maritimes. Le maintien, voire l'augmentation de lignes maritimes est donc un vecteur de développement économique et social. Les lignes apparaissent comme étant peu nombreuses, sauf en Guadeloupe ou les îles de la Désirade, Marie-Galante et les Saintes augmentent ce chiffre.



© Saint-Barths.com



Sources : Directions de la mer



Principales liaisons inter-îles et intra-archipel - Sources : Directions de la mer